

# Au plus près de 77

De la compréhension du Mouvement  
italien des années 70



Le groupe *Senza Tregua* que cite d'ailleurs M. Tari est bien conscient de cela et il va produire une critique interne à l'autonomie (par opposition aux militants de Milan de la gauche communiste radicale qui se situent à l'extérieur de l'Autonomie même s'ils participent au Mouvement au sens large) en soulignant le caractère trop tranché de l'opposition entre d'un côté la gauche révolutionnaire issue des usines pendant la période 1968-1973, une fraction qui cherche prioritairement à résister aux restructurations et de l'autre une aire de l'autonomie qui en accuse le caractère défaitiste et corporatiste<sup>31</sup>. Le texte relève le fait que chaque fraction a besoin de l'autre. Que la grande usine est une force pour tous de par sa masse, que le fil rouge des luttes historiques ne doit pas être coupé, or c'est justement ce que produit déjà le capital par le démantèlement des forteresses ouvrières et aussi par la contre-offensive syndicale devant lesquels les ouvriers doivent s'organiser... sans s'enfermer dans l'usine. C'est là que se pose le problème du lien avec l'extérieur, avec les « exclus » ou les précaires.

Or dix ans de ce régime de restructuration va se terminer par les défaites des sidérurgistes français en 1979 et des mineurs anglais les années suivantes coupant ainsi le fil rouge des luttes de classes, alors que les luttes sur la vie quotidienne (du « tout est politique » au « le politique n'est pas séparé ») vont muer en des luttes pour les droits et les identités particularisées<sup>32</sup>.

Nous en sommes encore là à digérer tant bien que mal le produit de cette immense défaite, avec seulement peut être pour nous, il faut l'espérer, une meilleure compréhension du rapport entre capital et État qui nous permette une intervention appropriée dans les nouvelles luttes en cours.

J. Wajnsztein, avril 2012.

---

31 – Cf. l'article de *Senza Tregua* reproduit p. 85 de *Italie 77, Le mouvement, les intellectuels (op. cit.)*.

32 – Pour une analyse critique de cette évolution, on peut se reporter à Jacques Wajnsztein, *Capitalisme et nouvelles morales de l'intérêt et du goût*, éd. L'Harmattan, 2002.

comme initiative ouvrière : *turn over*, absentéisme) sont retournés dans le nouveau cycle comme flexibilité des salaires et des emplois, inessentialisation de la force de travail et aussi suppression des postes de chaîne les plus durs au profit d'une automatisation plus importante.

Par ailleurs, le contexte général de 1977 est tout sauf favorable. Allende est renversé, la révolution portugaise malgré certaines initiatives de conseils ouvriers et de soldats est rapidement battue. Les italiens ne le savent pas encore, eux qui vivent ça de l'intérieur et à chaud, mais de l'extérieur du pays et particulièrement en France, ce qui se passe en Italie apparaît pour beaucoup comme une survivance radicale du mouvement général due en partie au « retard » de développement du pays<sup>30</sup>. L'enlèvement puis l'exécution de Moro, enfin la répression vont précipiter la défaite. Évidemment rien n'était écrit, mais ça a sûrement pesé. On peut par exemple imaginer ce qu'auraient pu donner une conjonction temporelle plus serrée du mai français de 1968, du *Biennio rosso* de 1968-1969 et du 1977 italien avec le Portugal 1974.

Le mouvement de 1977, surtout à Bologne, est en fait un déni involontaire de tout cela. Un mouvement qui continue sur sa lancée comme une tête de fusée qui n'est plus reliée à aucune télécommande, mais surtout qui en a oublié sa rampe de lancement. De la même façon qu'A. Negri va être critiqué au sein de l'opéraïsme par S. Bologna pour avoir sacrifié l'ouvrier-masse tant mis en avant comme élément central de la recomposition de classe dans un premier temps, au profit de l'ouvrier social. L'Autonomie va oublier son origine d'autonomie ouvrière, même s'il existe une organisation qui s'appelle *Autonomia proletaria*, pour épouser la voie de la libération de toutes les autonomies. Comme un premier bilan critique de l'autonomie ouvrière n'a pas été fait à chaud, le développement des autonomies ne pouvaient correspondre qu'à une fuite en avant qui forcément verraient des forces non pas converger mais diverger comme dans l'épisode du Parc Lambro avec opposition entre organisateurs de la fête et jeunes prolétaires ou entre femmes et jeunes prolétaires, opposition aussi entre service d'ordre de LC sous la direction d'Enri de Luca et mouvement des femmes.

Paradoxe tragique, alors que le Mouvement de 1977 commence par la défaite de la CGIL et du PCI avec l'exclusion *manu militari* de Lama de l'Université, la théorie et les pratiques des Autonomies donnent raison au PCI par la bouche d'un ex-opéraïste qui plus est, Asor Rosa, avec sa théorie des « deux sociétés » dont la version vulgaire et banalisée d'aujourd'hui consiste à considérer comme nouvelle frontière celle qui sépare les inclus des exclus.

---

30 – Seuls Guattari, Deleuze et Lapassade y accordent de l'importance dans la mesure où certains aspects du mouvement semblent confirmer leurs nouvelles thèses de *l'Anti-Edipe*.

## Introduction

L'histoire d'un mouvement révolutionnaire ne fait pas partie de cette histoire facile à valoriser surtout lorsqu'il a été vaincu. La mémoire peut subsister mais il faut s'attacher à la mettre en lumière sans la travestir pour ne pas répéter ses erreurs éventuelles.

Le Mouvement de l'Autonomie italienne (1974-1979) est de ces mouvements complexes à transmettre parce qu'il ne se laisse pas réduire à une seule de ses composantes. Cette difficulté est encore accrue quand les vainqueurs reconstituent l'histoire d'une révolte sans précédent en la réduisant aux « années de plomb », c'est-à-dire à la lutte armée.

Afin de lutter contre cette histoire qui est celle des vainqueurs et de leurs collaborateurs repentis, les témoignages directs, les documents d'époque sont des plus précieux pour saisir cette ébullition italienne non pas dans ce qui serait sa « vérité » historique, mais en tant qu'histoire du *Mouvement*. C'est l'objet de notre premier texte, un entretien à plusieurs voix, qui nous semble bien expliquer le déroulement de ces luttes jusqu'au tournant de l'année 1977. Il doit être compris à la lumière de ce qu'était alors les interlocuteurs qui s'y expriment, F.Berardi (Bifo), T.Negri, B.Giorgini et non pour ce qu'ils sont devenus. En effet, la suite des histoires personnelles<sup>1</sup> ajoute le plus souvent un brouillard néfaste à coups de procès, de dissociations, d'exils, d'interprétations rétrologiques...

Par quoi et pourquoi le *Mouvement* et ses composantes politiques (néo-léninistes, autonomes, indiens métropolitains, mao-dada) comme sociales (jeunes prolétaires, étudiantes, femmes) a-t-il été battu ? Vaste question à laquelle il s'agit de se confronter pour construire l'avenir de nos propres mouvements dans la mesure où l'influence de 1977 ou du moins la référence qui y est faite anime encore certaines pratiques d'aujourd'hui.

Mais une fois enregistrées les expressions des protagonistes du *Mouvement*, nous pensons qu'on ne peut s'en contenter dans la mesure où elles restent marquées par l'absence de prise de distance avec l'événement. Elles diffusent, à ce titre, toute une part de fantasma que l'on peut remettre en cause aujourd'hui (par exemple l'idéologie du P38 ou l'idée que le Mouvement était hégémonique). C'est ce à quoi s'attache le second texte écrit, par J. Wajnsztein qui a bien connu des protagonistes de l'époque et a beaucoup écrit sur les luttes italiennes<sup>2</sup>. Il y interroge cette défaite

---

1 – Le « traitement » actuel de Negri dans les milieux dits radicaux nous paraît être un bon exemple de ce travers.

2 – Particulièrement dans le livre *Mai 68 et le mai rampant italien*, L'Harmattan, 2008 ; et aussi dans divers articles sur l'opéraïsme italien que l'on peut trouver dans le vol I de l'anthologie de la revue *Temps critiques* : *L'Individu et la communauté humaine*, ou directement

de l'Autonomie et confronte sa propre interprétation à la relecture insurrectionniste qu'en fait M. Tari dans *Autonomie ! Italie, les années 70* (La Fabrique, 2011). Ce Mouvement multiforme a certes touché Milan, Rome et « gagné » une ville, Bologne, mais le reste de l'Italie ? Et que faire d'une ville (Bologne) désertée par l'État et ces forces de l'ordre ? Et que dire de la contre attaque contre ces « porteurs de peste » (*I Untorelli*) qui trouveront face à eux les chars le lendemain de cette insurrection localisée et partielle ? Questionnant tous ces enjeux cette brochure introduit comment malgré des efforts pour converger vers quelque chose de tangible (des formes d'organisation, ses propres organes de presse, des pratiques d'appropriation, etc.) l'après mars 77 ira dans tout les sens et cédera à une fuite en avant. De quelque chose déjà en germe depuis longtemps émergera un discours simple voire simpliste comme le dit Paolo Pozzi dans *Insurrection*<sup>3</sup>. Ce sera la lutte armée avec la création de dizaines et de dizaines de groupes qui se décomposeront sous les effets conjugués de la répression et de la désagrégation du Mouvement lui même.

Que cette histoire italienne qui est un peu aussi la notre, nous permette d'avancer dans nos luttes, voilà le mieux que l'on puisse souhaiter. Bonne lecture.

**C. Gzavier**, printemps 2013  
contact : lcontrib@no-log.org

humaine modifient les conditions d'exercice de la domination sur le procès de travail.

## b) La rupture du fil historique des luttes de classe

À cette défaite théorique de « l'Autonomie » s'ajoute une défaite politique : le mouvement ne s'étend pas vraiment sur tout le territoire et n'atteint pas le niveau d'intervention politique minimum pouvant poser une critique de la démocratie réelle autrement que sur la base rétrécie d'une participation ou d'une non participation aux échéances électorales.

En France, on aura d'une part un refus assumé de poser la question du pouvoir, aussi bien de la part du *Mouvement du 22 mars*, majoritairement extraparlémentaire sur le modèle de l'opposition allemande, que de la part des stalinien·es qui sont gaullistes en politique intérieure. Des illusions sur la perspective autogestionnaire conduiront à condamner toute tentative d'alternative politique comme récupératrice (par exemple l'opération Mendès-France à Charléty) puisque le pouvoir politique semble vacant tant qu'un accord secret entre Pompidou et la *CGT* n'est pas passé).

En Italie, on a un blocage inverse sur la question du pouvoir à la fois à travers la stratégie d'attaque au cœur de l'État défendue par les *BR*, mais déjà implicite chez *PO* ; l'attaque au cœur de l'État qui ne voit ce dernier encore que comme une superstructure et donc une forteresse à prendre ; et à travers la question de l'organisation révolutionnaire alors que c'est justement la nécessité d'une telle organisation qui est remise en cause et qui va conduire les deux principales organisations révolutionnaires en prise avec le mouvement (*PO* et *LC*) à s'auto-dissoudre. À l'inverse d'ailleurs de ce qui apparaissait visiblement, à savoir la décomposition de l'État italien sous les coups conjugués de l'extrême droite et de l'extrême gauche, l'adoption et la réussite de la stratégie de la tension tendent à prouver que le pouvoir politique n'a en fait jamais vraiment été ébranlé. La résistance de la *DC* pendant les négociations sur la libération de Moro et le soutien inconditionnel du *PCI* du compromis historique à l'État d'abord, à la démocratie parlementaire ensuite, à la justice enfin en constitue une autre preuve, s'il en fallait une. Puisque M. Tari aime citer Tronti, c'est ici le Tronti sénateur *PCI* vieillissant de *La politique au crépuscule* qu'il faut citer « Le mouvement ouvrier n'a pas été vaincu par le capitalisme. Le mouvement ouvrier a été vaincu par la démocratie. [...] La démocratie, comme la monarchie d'antan, est maintenant absolue<sup>29</sup> »

Ces limites de 1968-1973 permettent une restructuration des entreprises dans laquelle les formes de luttes ouvrières (le refus du travail et la flexibilité

---

sur le site de la revue dans ses discussions avec Y. Coleman ou dans sa notice sur F. Berardi.

3 – p. 177, Paolo Pozzi, *Insurrection*, Nautilus, 2010.

---

29 – M. Tronti, *La politique au crépuscule*, Paris, éditions de l'éclat, coll. « premier secours », 2000, p. 243.

de quoi on se le demande !), il leur est proposé de camper sur le tout ou rien et donc de faire comme s'ils n'étaient déjà plus dans l'usine et de rallier le combat des précaires, sinon ce sera l'affrontement. Seulement il ne pouvait s'agir que d'un affrontement entre deux fractions de la classe, chose tout à fait souhaitée par l'État, les syndicats et les patrons. Mais qu'est-ce que le mouvement avait à y gagner ? Le problème n'est pas nouveau et jamais résolu de savoir si un mouvement doit avancer au rythme de sa fraction la plus radicale ou au rythme de sa fraction la plus modérée qui est d'ailleurs souvent la plus importante quantitativement. C'est pourtant le sens de l'action que mènera le groupe autour de *Rosso* à l'*Alfa Romeo* avec ses piquets de grèves composés d'éléments souvent extérieurs à l'usine pour s'opposer à la restructuration. Pourtant l'*Alfa Romeo* de Milan ce n'était pas une usine où s'était développée seulement (et c'était déjà pas mal) un Comité ouvrier de base (CUB) avant-gardiste comme à la Pirelli ou chez Siemens, mais une Assemblée générale ouvrière campant sur les positions qu'on pourrait appeler de « l'autonomie ouvrière » stricte et très critique dès le départ par rapport à des groupes d'origine étudiante comme *PO* et *LC*.

À cette aune là, la restructuration des grandes forteresses ouvrières à partir des années 1970 ne correspond pas à une attaque « contre-insurrectionnelle » contre un mouvement défait, mais à une crise du modèle fordiste de production. À preuve, des pays qui n'ont pas connu ces luttes ouvrières à l'époque, comme les pays scandinaves<sup>28</sup>, ont été les premiers à restructurer en cherchant de nouvelles formes de production pour de nouveaux produits plus personnalisés. Cela contredit aussi la thèse opératoire de base selon laquelle c'est le travail qui a mis le capital en crise. Ce n'est pas aussi net : certes aux États-Unis (désintérêt pour le travail, absentéisme, *turn over*), en Grande Bretagne, en France et en Italie (les grèves et le sabotage des OS contre le travail à la chaîne), les luttes ont représenté une attaque contre le capital qui a souvent pris la forme d'une critique du travail. Elle a fait baisser la productivité et augmenter le coût relatif du travail, mais il en est de même en RFA et en Scandinavie où le rôle de l'État-providence et des syndicats a assuré un consensus qui rend le travail plus cher sans que le capital ait été attaqué avec autant de virulence. D'une manière générale, c'est toute l'organisation de la production qui entre alors en crise et pas seulement le procès de travail. Le modèle toyotiste va s'étendre et supplanter en partie l'OST taylorienne et on ne peut pas considérer cela comme le fruit unique des luttes ouvrières. L'application des théories américaines sur le capital humain et la ressource



## Autonomie — Autonomies

Interview de Bifo, Bruno Giorgini et Toni Negri, par Gérard Soulier<sup>4</sup>

— Gérard Soulier : Le mot Autonomie semble avoir plusieurs sens où recouvrir plusieurs choses. Pour beaucoup de français, c'est un peu un mythe sur lequel on projette des tas de choses qui n'ont peut-être rien à voir avec le mouvement. Certains ont tendance à recouvrir l'ensemble du mouvement du nom d'autonomie ; par ailleurs, on sait qu'à l'intérieur du mouvement, certains groupes se nomment autonomes et qu'il y a donc des autonomies dans le mouvement. Donc qu'est-ce qui est appelé autonomie dans le mouvement et quelle est la relation entre l'autonomie où l'idée d'autonomie et d'autres phénomènes internes au mouvement ?

— Toni Negri : Je crois qu'il faudrait faire un peu l'histoire du mot Autonomie. Dans un premier temps, il s'agissait de l'autonomie de la base du syndicat contre la conception très internationaliste du syndicat, contre la conception de la direction du parti à l'intérieur de celui-ci. Et cette conception de l'autonomie de la base ce n'était pas un phénomène de bureaucrates, c'était

4 — *Les untorelli, Recherches*, n° 30, Fontenay-sous-Bois, 1977.

28 — Dès le début des années 70, chez les constructeurs automobiles Volvo et Saab, la restructuration du travail a mis en place de nouvelles unités opérationnelles d'ailleurs significativement nommées « Équipes semi-autonomes de production ».

que les intérêts immédiats, salariaux, devaient avoir raison de la ligne syndicale, une ligne syndicale qui était depuis le début des années 50, accusée d'être une ligne révisionniste tout à fait cohérente avec le développement du capital en Italie. L'autonomie ne veut pas dire seulement dans le mouvement de la base syndicale une lutte « quantitative » au niveau des salaires, mais une lutte immédiate en rapport direct avec les besoins des ouvriers. Ce terme est entré dans le langage et le vocabulaire, en même temps que le développement d'une nouvelle classe ouvrière du pays (période entre les années 50/60) ; période pendant laquelle les gens du Sud venaient massivement dans le Nord et ont refusé d'instinct (avec force) le travail capitaliste dans les usines ; très vite, ils ont adopté ce discours « autonome ». Un discours non pas moral, mais éthique, lié directement au comportement « subversif » de cette classe ouvrière.

C'est la première qualification que l'on peut donner à ce mot « autonomie », issue d'une polémique à l'intérieur du syndicat (et de la lutte syndicale entre la base et la direction et qui a donné naissance à un processus de transformation du prolétariat italien, transformation du comportement des ouvriers).

— Gérard : Donc, ça correspond à une certaine époque, celle de l'expansion, du grand miracle italien, lié à l'arrivée massive des immigrés du Sud dans les grandes villes ouvrières du Nord. Est-ce que ça a débouché sur des formes d'organisation, même élémentaires, où bien étaient-ce simplement des comportements ?

— Toni : Dans un premier temps, le patronat a « poussé » ces mouvements autonomes à s'organiser pour mieux s'opposer aux vieilles structures syndicales politiques, en gros les puissants appareils syndicaux. Mais les groupes autonomes n'ont jamais vraiment réussi à s'organiser de façon générale, plutôt au coup par coup. Il y a surtout deux dates qu'il faut rappeler : en 62, la révolte des ouvriers de Turin, où le syndicat s'est retrouvé minoritaire et où les ouvriers ont saccagé la permanence du syndicat et se sont battus dans la ville pendant quatre jours. C'était un mouvement spontané.

Le terme autonome n'était pas employé par les ouvriers eux-mêmes, mais il y avait un groupe de camarades intellectuels militants qui avaient une revue « *Quaderni Rossi* » (dont j'étais rédacteur depuis 58 jusqu'en 63) et qui distribuait des tracts aux portes de Montedison en utilisant le terme d'Autonomia. C'était le terme important à ce moment-là. Ce n'était pas le sigle d'un mouvement, mais le mot pour un type de comportement. Il n'y avait pas de continuité d'organisation dans ce type d'actions. Au mieux, il y avait type d'organisation « underground » de circulation d'un certain type de luttes à l'intérieur des usines. Et le fait de pouvoir communiquer ce genre de luttes à l'intérieur des usines permettait de voir la faiblesse de cet édifice. C'était la période de la découverte de la mobilité ouvrière comme arme des ouvriers contre le patron. Il faut dire que dans les années 60, le syndicat, pour tous les

syndicats, c'est-à-dire des organisations de défense de la force de travail en tant que cette dernière n'est, en dernier ressort, que du « capital variable ». Cela consomme la défaite de l'idée d'une « extranéité ouvrière » (M. Tari, p. 18, titre de chapitre) et de la théorie opéràiste du Tronti d'*Ouvriers et capital* mise en exergue à la même page : « Pour lutter contre le capital, la classe ouvrière doit lutter contre elle-même en tant que capital » (sous-entendu, en tant que « capital variable »).

Une défaite théorique donc, quoiqu'en dise M. Tari qui ne veut croire qu'aux défaites militaire et judiciaire. Le capital n'est pas une relation entre deux classes qui n'ont rien en commun et qui pourraient échanger leurs places, mais entre deux pôles qui sont interdépendants. Or si Tronti voit bien ce qui est commun (la classe ouvrière est le pôle travail du rapport social capitaliste), il surestime, théorie opéràiste oblige, « l'autonomie » possible de cette classe vis-à-vis du rapport social capitaliste. De la même façon, en France, à la même époque et sans théorie opéràiste, nous surestimions la capacité (ou la possibilité) de cette classe à se nier en tant que classe<sup>27</sup>. Ceux qui n'étaient pas dans cette dépendance capital/travail, par choix politique ou qui n'y étaient plus du fait des dernières transformations

du procès de production qui rendaient leur travail inessentiel, se sont retrouvés progressivement isolés et surexposés à la répression (les listes noires de la Fiat et finalement le licenciement des « 61 » en 1979 en constituant la marque) à partir du moment où ils ne voulurent pas lever le pied.

Pourtant, certaines voix se sont élevées, par exemple à Milan autour d'anciens de la gauche communiste radicale et des revues comme *Ludd*, *Comontismo*, ou *Collegamenti*, pour dénoncer une conception du mouvement privilégiant, dans une recomposition de classe idéalisée, les jeunes marginaux prolétaires par rapport à l'ouvrier productif. Depuis le 17/02/1977, jour de l'éviction du leader syndicaliste *CGIL*. Lama de l'université, tout se passe comme si la dimension subjective du combat de classe n'existait plus que dans une fraction de celle-ci, débouchant sur des revendications particulières comme le droit aux études ou au salaire social. Quant aux prétendus « ouvriers garantis » (garantis



27 – Cf. La revue *Négation*. Sur ce point, on peut se reporter à notre *Mai 68 et le mai rampant italien* (op. cit.).

Mais si nous voulons, pour parler comme M. Tari, que ce qui nous est commun soit encore contemporain, faut-il encore ne pas mythifier ces événements ni les évaluer en leur donnant des notes : 1968 serait ainsi mieux que 1936, 1977 serait mieux que 1968 etc.<sup>26</sup> Pour ne pas les mythifier et mystifier le monde futur le mieux est encore d'insister sur les limites plus que sur la geste révolutionnaire. C'est sûr que c'est moins édifiant pour les jeunes générations, mais c'est à ce prix que ce qui s'est passé peut se transmettre comme expérience et non comme légende à l'exemple de celle de l'Espagne révolutionnaire de 1936-1937 qui continue à produire ses effets délétères sur et dans le milieu libertaire.

## Les limites, c'est-à-dire ?

### a) La théorie opéraïste et le mouvement de l'Autonomie ont surestimé les capacités d'autonomie du prolétariat

En Italie, malgré le niveau de radicalité des luttes, « l'ouvrier social » révolté et insubordonné n'a pu représenter une nouvelle figure acceptable pour l'ensemble de la classe. Et cela dépasse le cadre strictement italien. De 1968 à 1973 et malgré toutes les différences de situation entre la France et l'Italie, c'est le même mouvement de refus du travail, mais avec les mêmes limites : il ne touche que les jeunes (ouvriers ou étudiants), une partie des immigrés, c'est-à-dire tous ceux qui ne sont pas pleinement pénétrés de l'identité ouvrière. Il ne mord pas sur la classe ouvrière en général qui reste attentiste et pour tout dire *trade-unioniste* même quand elle n'est pas prête à se vendre contre un plat de lentilles comme le montrent les réactions à Renault-Billancourt au moment de la présentation des accords de Grenelle.

Même si c'est du quantitatif, il y a des faits qui ne trompent pas. À peine quelques mois après les hauts niveaux de lutte atteints en mai-juin 1968 en France et entre 1969 et 1973 en Italie, le nombre d'adhérents et la puissance des syndicats en sortent accrus. Quand on connaît leur rôle de force stabilisatrice et réformatrice dans le contexte de l'époque, c'est édifiant. Quel que soit le niveau de radicalité atteint dans ce qui a quand même été un grand moment d'insubordination ouvrière, les gagnants des luttes, côté ouvrier, ce sont les

ouvriers, c'était le PC et lutter contre la mainmise du syndicat dans l'usine, c'était lutter contre le PC. Il y avait aussi des ambiguïtés au sein du PC, vers la fin des années 50, le syndicat de la métallurgie et celui des ouvriers-paysans luttèrent contre la bureaucratie de la lutte au sein du PC et des syndicats. Et ils ont réussi, parce qu'à un moment, il fallait bien retrouver à tout prix un rapport réel avec la base ouvrière.

Il faut dire aussi que ce terme d'autonomie était utilisé par nous d'un point de vue théorique — le marxisme — sur lequel on a commencé à travailler à la fin des années 50. On a commencé à dire que le marxisme n'était pas une théorie objective mais que c'était la théorie d'une relation entre une objectivité et une subjectivité.

Cette subjectivité, c'est une subjectivité toute ouvrière. D'un certain côté, on avait la possibilité de décrire (et c'est ce qu'on a fait) le développement de la marchandise dans les termes de l'École de Francfort. On n'avait pas le résidu « classe ouvrière », mais on avait une puissance dialectique réelle qu'on reconstruisait tous les jours. Dans le même moment, on commençait à lire le marxisme comme une science de développement — pas seulement du capital — pas seulement de la subjectivité ouvrière — mais surtout de l'organisation et de la possibilité révolutionnaire d'organisation ; on pensait que le socialisme pouvait se reconstituer à l'intérieur d'une expérience politique qui donnait ainsi cette capacité de développer l'autonomie jusqu'au bout de la rupture de la dialectique du capital. Et pour nous, c'était fondamental parce qu'à l'intérieur d'un tel discours, il n'y a pas la possibilité d'interpréter le socialisme dans des termes objectifs. Le socialisme, c'est seulement l'expansion d'une capacité ouvrière contre un certain développement du capitalisme qui est toujours nécessaire au projet révolutionnaire du communisme. Le socialisme, on l'a immédiatement défini comme une des formes de développement capitaliste.

Tout ça, c'était à la fin des années 50. Toute la subjectivité, soit dedans la classe ouvrière, soit en dehors, mais de toute façon à l'intérieur d'une pratique politique (celle des militants de *Quaderni rossi*) était celle de l'éducation de la masse à vivre le marxisme avec la classe ouvrière (c'était le maoïsme, mais à l'époque ça n'était pas encore ça). Et puis il y a eu la crise dans les années 65 ; avec le chômage et les syndicats qui réussissaient à bloquer les salaires, à avoir un niveau national de négociations et à pratiquer pour la première fois une politique réformatrice. Dès lors il y avait un terrain de luttes possible pour les « communautés de gauche » et ceux qui étaient à la tête de 68 étaient des gens qui s'étaient formés à la lutte dans les usines vers les années 65.

— Bruno : Il y avait des luttes très importantes et « exemplaires » dans les usines du textile où dans l'industrie chimique. Les Olivetti ont été les premiers à poser le problème à un niveau très dur et très loin de l'organisation du travail

---

26 – Dans cette mesure nous croyons que Balestrini et Moroni font une erreur dans *L'Orda d'oro* (ed. Sugarco) quand ils distinguent le mouvement de 1968 qui serait commémoré alors que 1977 serait gommé. Le premier ne ferait pas peur parce qu'il aurait été « récupéré » alors que le second ferait toujours peur parce que non récupérable. Guattari aussi dira que le mouvement de 1977 est d'une autre « race » que celui de 1968 (il aurait au moins pu dire « classe » à la place de « race » !).

capitaliste. Le thème de refus du travail salarié est alors apparu et il est resté depuis directement lié à l'autonomie. Quand tu parles d'autonomie en Italie, tu pars d'un niveau de conscience et de pratique qui est celui du refus du travail salarié.

En 1967, j'ai été à la Fiat aux piquets de grève et ce qui s'y passait était complètement anarchique. Les ouvriers lançaient des pavés contre tous les groupes qui se présentaient : aussi bien les maoïstes que les bureaucrates du PC et du syndicat. C'était la première grève à Fiat qui réussissait depuis 1953. C'était une explosion terrible. Parce qu'au départ, c'était d'un atelier à l'autre, des grèves lancées et poussées par le syndicat sur des revendications salariales, de retraite, etc., et quand ces piquets de grève étaient en place, les ouvriers se foudroyaient complètement dans le fond de ces revendications ; et pour les camarades militants, qui venaient d'un peu partout, ils sentaient que c'était une grève importante, décisive, qui cassait les schémas traditionnels des grèves. Et je crois que c'est la première fois qu'est apparu ce slogan « Ce que nous voulons : tout ». C'était nouveau parce qu'une nouvelle apparaissait dans cette lutte, celle de « pouvoir sauvage ». Ce n'était pas une avant-garde organisée de lutte. C'était une lutte sauvage.

— Toni : Il faut ajouter un troisième élément autour du concept autonomie, c'est celui de l'avant-garde de masse. L'avant-garde n'est pas individuelle, mais de masse, en référence à telle ou telle qui a eu telle pratique de lutte. C'est déjà une forme d'organisation qui est donnée dans le concept d'avant-garde de masse. C'est tout à fait sauvage, mais un sauvage structuré. Rien à voir avec la conception léniniste de l'avant-garde. Mais cette structuration est importante, car dans un premier temps, c'est la capacité d'intervenir sur le terrain et de transformer les failles de l'organisation capitaliste du travail en terrain de luttes. Dans un second temps, c'était la recherche d'une certaine unification sur des objectifs matériels. Et puis une unification politique des objectifs.

— Bruno : Il faut dire que lorsque nous parlons d'autonomie, il y a toujours à la base le refus de séparer le niveau politique du niveau économique. Ce qui était le contraire de l'analyse syndicale. L'analyse qui était faite alors par les syndicats et le PC était que ces ouvriers ne menaient qu'une lutte corporative et que c'était à eux de la politiser à l'extérieur. Or pour nous, il était évident que la lutte des ouvriers de Fiat était toute politique et essentielle dans le refus de cette division. C'était aussi faire circuler dans l'usine les luttes des ateliers. Il ne faut pas oublier qu'il y a soixante mille ouvriers à la Fiat. C'est une usine énorme (nous étions trois cents camarades à s'être perdus dans l'usine tellement c'était immense). Alors, d'un lieu à l'autre, il fallait faire circuler la lutte par des manifestations, des cortèges à l'intérieur même de l'usine. Et ça, c'était terrible pour les petits chefs.

P38 ». Après avoir discuté « technique » pour souligner la confusion faite entre un « .38 spécial » qui en fait n'existe pas et n'est qu'un calibre de cartouches de revolver avec le Walther P38, 38 étant l'année d'origine de fabrication de ce pistolet semi-automatique d'origine allemande nécessitant un calibre de cartouches 7,65 ou de 9, le journal enchaîne : « Si dans les manifestations on parle du “camarade P38”, ce n'est certainement pas parce que nous cachons des P38 sous nos manteaux ; mais il faut voir qu'il y a là un aspect symbolique, l'affirmation qu'aujourd'hui, il est juste et nécessaire de s'armer<sup>23</sup> ». Enfin, le troisième de la part de V. Morucci ancien dirigeant de *PO* puis des *BR* : (à un moment) « Le jeu est devenu plus violent et ce que nous vivions comme une métaphore a soudain éclaté<sup>24</sup> ».

## 5- Des limites à rappeler pour que ne se crée pas une nouvelle légende

Pour conclure sur ce livre, nous sommes tout-à-fait d'accord pour reconnaître que le mouvement de 1977, comme d'ailleurs celui de 1968 représente une part de notre patrimoine commun de lutte, de notre mémoire collective parce qu'ils continuent tous deux à fasciner et à faire peur aux tenants de l'ordre<sup>25</sup>.

---

23 – Cf. *Italie 77. Le “mouvement”, les intellectuels. Documents rassemblés par Fabrizio Calvi*, éd. du Seuil, 1977. Dans *Camarade P.38*, éd. Grasset, 1982, le même F. Calvi montre bien la difficulté des groupes armés à se procurer des armes, le plus souvent des vieux Beretta au fonctionnement aléatoire et surtout des munitions (cf. p. 62). Barbone lui-même, le 14 mai 1977, n'agitait qu'un fusil de chasse familial, certes à canon scié ! Ce n'est qu'à partir de 1979-1980 qu'un véritable trafic d'armes va approvisionner les groupes organisés de lutte armée, via le marché libanais. Calvi montre aussi que contrairement à ce qu'avance M. Tari, les armes ne servaient pas à protéger les manifestants (elles étaient d'ailleurs dérisoires par rapport aux mitraillettes des forces de l'ordre comme le montrent les actions manquées du 12 mars 1977), même si psychologiquement elles pouvaient avoir un aspect rassurant ou donner l'impression d'une force, mais à réaliser des opérations coup de poings en profitant de la protection offerte par la masse des manifestants (cf. p. 114-115).

24 – Cité p. 165 de *Nous l'avons tant aimé la révolution* de D. Cohn-Bendit, éditions du Seuil, 1985. Galmozzi (*op. cit.*) insiste comme Morucci sur la fascination par rapport au revolver et l'influence du film policier américain. Il donne l'exemple de ces jeunes débarqués depuis peu de l'autonomie diffuse vers *PL* et essayant de faire sauter une serrure d'un siège du *MSI* avec un tir de revolver alors qu'il suffisait d'un simple coup de clé anglaise !

25 – La situation n'est d'ailleurs pas la même en France et en Italie. En Italie, c'est tout le mouvement de 1968 à 1979 qui a été recouvert sous la chape des « années de plomb » et du terrorisme alors qu'en France il y a coexistence entre d'une part, une logique commémorative empathique de l'événement et d'autre part une haine anti-soixante-huit qui concerne l'ensemble du personnel politique et médiatique.



médiatique et politique a été moindre. D'autre part, certaines de ces actions ont été menées « à la manière » des groupes organisés, mais sur un mode caricatural (cf. Les actions des groupes successifs de Marco Barbone : les FFC et la *Brigade du 28 mars* et même celles du groupe auquel appartenait Cesare Battisti, les PAC). De même les actions des marxistes-léninistes du *MS* puis du *MLS* (massacres à la clé à mollette contre les jeunes fascistes, mais aussi agression contre les autonomes en février 1978) ont été souvent à la limite de la barbarie.

Mais si on laisse de côté le niveau de violence des groupes, même informels, pour se concentrer sur la question de la violence de masse, il semble qu'elle soit le plus souvent restée symbolique comme le montre la mythologie autour du P38 et la confusion entre le signe de faire feu avec les doigts de la main, le fait de posséder vraiment des armes à feu et enfin le fait de faire feu sur autre chose que des objets ou vitrines. Ce qui est difficile à démêler c'est qu'il y a eu convergence entre d'un côté des groupes de l'Autonomie comme *Rosso* ou les *COCORI* qui ont mis en avant l'aspect militaire de l'affrontement pour se démarquer du réformisme et des stalinien<sup>21</sup> ; et de l'autre l'État qui dès le début de 1977 crée et exagère un mythe de l'autonomie armée sous le mode plus spectaculaire que réel. Mais tout ça c'est pour la façade. L'État ne s'y trompe pas et il pratique une différence de traitement selon la qualité des protagonistes. Une répression différée jusqu'en 1979 pour les membres de l'Autonomie à la violence diffuse, une chasse à l'homme constante pour les groupes organisés de lutte armée à partir de la première libération de Curcio par Mara Cagol.

À ce sujet, trois témoignages paraissent éclairants. Le premier du groupe autonome qui s'est formé au quartier de la Barona à Rome et qui montre que progressivement le climat va changer à partir de 1977 et pendant les deux années qui suivirent avec un niveau de violence et une fascination pour celle-ci qui va nuire au travail quotidien dans les quartiers<sup>22</sup>. Le second du groupe *Senza Tregua* qui, dans un article de son numéro d'avril 1977 se moque du « camarade

---

21 – La surestimation de l'importance de sa forme armée est partagée par beaucoup d'insurrectionnalistes. Nous lisons par exemple dans « Ceci n'est pas un programme » de *Tiqun II* : « Lorsqu'en mars 77, 100 000 personnes manifestent à Rome parmi lesquelles 10 000 sont armées et qu'à l'issue d'une journée d'affrontements aucun policier ne reste sur le carreau quand cela eut été facile de faire un massacre, on perçoit un peu mieux la différence qu'il y a entre l'armement et l'usage des armes » (p. 254). 10 000 personnes armées de quoi, on ne saura pas s'il s'agit du fameux P38 (voir plus loin) ou de cocktails ou de manches de pioche !

22 – Cf. Le n° 21 de la revue *Primo Maggio* de 1984 où un ancien du collectif relate l'expérience du *Collectif autonome*. Traduction française dans la revue *Les mauvais jours finiront* (1987).

— Toni : Le quatrième élément de l'autonomie, c'est la violence. On a tous-jours été à des niveaux de violence très forts. La lutte ouvrière de Fiat était une lutte aussi de saccage de l'usine, de « hordes sauvages », si tu veux. Bon.

Il faut voir aussi que, pendant ce temps-la, en 67/68, la lutte des étudiants était aussi assez forte dans l'université, et dans ce mouvement il y avait des courants ouvriéristes plus que léninistes.

Dans le courant de 68, quand le mouvement étudiant est arrivé à l'affrontement avec l'État, alors le mouvement a tout naturellement déferlé sur les usines (c'était la commune de Turin). Dans l'usine, ont convergé tous les mouvements étudiants. C'est là que l'autonomie est vraiment apparue parce que la lutte était directement politique... et là aussi est né *Lotta Continua*. Alors s'est mis en place ce mécanisme de luttes d'une usine à l'autre et entre elles. À l'extérieur de l'usine, il y avait une assemblée ouvrière dans laquelle des délégués des usines venaient parler avec des étudiants, organiser l'intervention pour le jour suivant (tout ce que je vous raconte, c'est la commune de Turin en 69) afin de généraliser continuellement la lutte. À travers ces mécanismes mis en place, le 3 juillet 69 était effectivement la généralisation de la lutte, l'affrontement avec l'État dans toute la ville pendant toute la journée. Puis ce phénomène est devenu général dans toute l'Italie. Parce qu'il y avait dans beaucoup d'usines un passé récent de luttes autonomes et d'organisation autonome des luttes dans les usines (Milan, Turin, Pise, la Toscane, etc.). Il y avait eu un grand mouvement à Milan où s'était mis en place un comité de base de la Pirelli (pneu) qui servait de lieu et de point de référence pour les autres luttes. Il avait été organisé par quelques camarades mais chaque meeting réunissait plus de 5000 personnes. C'est là qu'a commencé toute la pratique de l'autoréduction sur la chaîne (67/68). Lutte à Siemens : comités ouvriers techniques où l'on retrouve ceux qui plus tard entreront aux *Brigades rouges*. Organisation du sabotage à l'intérieur de l'usine, etc. Ils n'ont jamais renié les vieilles formes mais ils inventaient aussi d'autres formes d'intervention dans les luttes. L'hégémonie entre le mouvement étudiant et le mouvement ouvrier vient aussi du fait que les luttes autonomes des ouvriers ont eu lieu avant le mouvement étudiant, et d'autre part les étudiants disaient déjà en 68 que l'université n'était qu'une usine de production de cadres et autres. Les étudiants étaient très liés aux ouvriers et cette liaison a toujours été forte. Lorsque les étudiants ont été à Fiat, ils n'ont pas trouvé des ouvriers croulant sous le poids de leur aliénation, mais des ouvriers engagés.

En 73, il y a eu une autre phase très différente de l'autonomie, qui était l'autonomie organisée et qui correspondait à une phase de lutte plus dure, sur la base d'une série de phénomènes liés à la restructuration capitaliste intervenant comme réponse du Capital au niveau de luttes engagées par les ouvriers et les étudiants (niveau assez haut), et aussi sur la base de la crise politique que nous

avons tous traversée et qui a permis l'ouverture des horizons de la lutte révolutionnaire. Horizons culturels par exemple, qu'il ne faut pas négliger. Après 68, la politique du patronat et du Parti était très prudente et très habile. Ils ont essayé de riposter à l'autonomie par un réformisme démocratique (mécanismes de négociations, de conseils, de participation, etc.). Et puis apporter la modification dans la forme l'État. Les partis sont entrés dans l'«économique» par un glissement très subtil laissant la politique de côté pour une autre politique, celle du sacrifice face à la crise. D'une certaine façon, ils ont réussi à démanteler les points forts de la lutte ouvrière. C'était un processus de centralisation de la production, de soutien au travail au noir, c'était une organisation sociale reconstruite pour aider la production en usine et «décharger» le potentiel politique des ouvriers usine.

En 73, a eu lieu la dernière occupation d'usine d'ouvriers organisés militairement, à la fin de laquelle tout le monde a compris que le terrain de l'usine comme lieu de lutte ne suffisait plus.

— Gérard : Quel était la position et l'attitude des syndicats devant genre d'occupation ?

— Toni : Un rôle de pompiers. Ils étaient là pour contrôler les sinistres, éteindre si possible le feu, il leur arrivait souvent d'être jetés dehors, mais ils restaient les pompiers du mouvement ouvrier. Les syndicalistes venaient même de Rome pour discuter. Mais il fallait voir en face ce qui se passait. Il y avait des ouvriers armés, avec les cagoules sur la tête qui défendaient l'usine. Ils faisaient payer des taxes aux voitures qui passaient, ils attaquaient les fascistes, etc. C'était incroyable. Il y a un article de Bifo là-dessus où il était le premier à populariser cette image de l'ouvrier armé avec la cagoule rouge détruisant tout. Après 73, on a eu l'impression nette, tous les mouvements violents aussi (Brigades Rouges), qu'il fallait porter la lutte en dehors de l'usine. Pour les *Brigades Rouges*, c'était ce qu'ils appelaient l'attaque au cœur de l'État. Pour d'autres, c'était toucher à tous les systèmes étatiques de soumission dans la vie quotidienne. En même temps, et c'est le point le plus fort du développement de la crise en Italie. Les plus grandes usines sont menacées de chômage ou de fermeture. C'est l'armée des défaites ouvrières, les ouvriers et les syndicats étaient obligés de signer des pactes de paix sociale pour que leur usine ne ferme pas, d'où une exploitation encore plus forte. C'était aussi une épreuve pour la restructuration de l'État, car en même temps, il restructurerait le travail et la production en usine et ailleurs.

Donc pour nous, il était nécessaire d'élargir le front de lutte. Car en plus de la crise économique, il y avait la crise politique à l'intérieur même de nos structures, celle des cadres militants.

Ces cadres étaient trop classiques ou étroits pour l'élargissement de la lutte à d'autres lieux que ceux de l'usine. Il y a eu la crise du militantisme après toutes

pas une victoire militaire — inutile en l'état du rapport de force global — mais une victoire judiciaire. Celle-ci a été facilitée par la mise en place d'une autre forme de la « stratégie de la tension » visant à la criminalisation des luttes. Un processus qui a commencé mi-1977 comme nous le verrons plus loin, mais qui ne se développe à plein qu'à partir de l'exécution de Moro par les *BR*. Enfin, il semble nécessaire de reconnaître une défaite politique et théorique comme nous pensons l'avoir montré ailleurs. Nous allons y revenir à travers l'exposition des limites du mouvement.

Le filtre insurrectionnel ne permet pas de comprendre la coexistence entre un haut niveau d'insoumission de la part de nombreux ouvriers de certains ateliers (j'insiste sur le « certains ») et le fait qu'en dehors de périodes de grève totale, assez brèves finalement, l'usine tournait, au ralenti peut être, mais elle tournait. Si elle n'avait pas tourné, les ouvriers radicaux n'auraient pas eu à pratiquer l'action dite du « cortège interne » qui consistait en un débrayage dans quelques ateliers suivi d'un défilé dans l'usine pour faire débrayer les autres y compris en leur forçant la main<sup>20</sup>.

Le discours insurrectionnaliste ne tient pas compte du fait que la radicalisation de la lutte n'a touché qu'une minorité de travailleurs. Les moments de haute intensité ont joué un rôle de catalyseur et produit un effet d'entraînement tant que le mouvement était dans sa phase ascendante, mais ensuite, à la retombée, les ouvriers les plus engagés-enragés se sont retrouvés isolés. Le mouvement de l'Autonomie n'a pas non plus touché avec la même intensité les différentes régions de l'Italie. On peut ainsi émettre des doutes sur le triomphalisme de M. Tari quant aux luttes autonomes qui auraient constitué un « ethos dominant » à partir de 1977 dans le sud de l'Italie (*op. cit.*, p. 273). Et nous disons cela sans mésestimer ce qui s'est passé à Cosenza, mais aussi parce que nous le regrettons. Il ne s'agit pas de construire une légende !

#### 4- Violences réelles et violences symboliques

Un autre point pose problème, celui de l'usage des armes et surtout de l'interprétation qui en est faite. Or là il faut être clair, l'autonomie diffuse a été très violente non seulement en paroles, mais aussi en actes comme les statistiques des sociologues spécialistes de la violence armée en Italie (Daniela Della Porta, Isabelle Sommier) ont pu le faire apparaître statistiquement. Le nombre absolu de leurs actions violentes dépasse celui des *BR* et *PL* même si l'impact

---

20 — Cf. A. Cazzulo, *Storia di Lotta Continua*, introduction, p. 10 (traduction de J.W.). Enrico Galmozzi, militant de *LC* (puis du groupe de lutte armée *Prima Linea*) issu du quartier ouvrier milanais de Sesto San Giovanni y décrit la violence des cortèges internes : « À la Breda, c'était tellement violent que moi et A. Lintrani, deux futurs "terroristes", nous dûmes intervenir pour extirper les chefs des mains des ouvriers ».

cela ne laissait plus de place au mouvementisme de *LC* qui représentait pourtant une sorte de voie moyenne, une synthèse. Et qui mieux que *LC* peut représenter cette synthèse ?

Sofri et *PO-Pise* qui deviendra *LC* sont les premiers à s'installer à Turin et à comprendre l'importance de la Fiat comme base de l'attaque ouvrière ; *LC* et le « Reprenons la ville » à partir de 1973 ; *LC* journal de tout le mouvement au moment de l'assassinat du commissaire Calabresi ; *LC* groupe extraparlémentaire qui se retrouve dans la contradiction d'une participation aux élections dans un front uni des gauchistes responsables ; *LC* organisateur du Parc Lambro ; *LC* creuset de la naissance du mouvement féministe et journal de l'ensemble du Mouvement de 1977 (pour le meilleur et le pire) dans la mesure où il publie tous les communiqués de l'Autonomie... tout en prenant de plus en plus de distance avec la violence du mouvement ; *LC* et sa tendance interne (*la corrente*) composée essentiellement de « lascars » et de membres du service d'ordre qui vont créer *Prima Linea*... On peut dire que *LC* est un miroir du Mouvement car le groupe n'a pas vraiment de centre divisé qu'il est entre sa *corrente*, sa *frazione* (composé des ouvriers combattifs), sa minorité néo-léniniste (*LC per il comunismo*).

### 3- Une défaite également politique et théorique

Le livre donne une interprétation exagérément optimiste de toutes ces années de lutte et une vision linéaire de la lutte dont 1977 représenterait le pic absolu, alors qu'on peut plutôt y voir la marque d'une césure et malheureusement le début d'une fin. Cette interprétation est soutenue par l'idée que la défaite finale de l'Autonomie n'aurait été qu'une défaite militaire et judiciaire et en rien une défaite du mouvement lui-même en ses limites objectives comme subjectives. Cette même « méthode » est appliquée à la période 1969-1973, ce qui donne l'impression d'une croissance continue des luttes et d'une occupation quasi ininterrompue de la Fiat, masquant ainsi des phases de flux (1969, 1971, 1973) et de reflux de la lutte, sur les raisons desquelles il n'est alors pas nécessaire de se pencher<sup>19</sup>.

Mais reprenons l'argumentaire de Tari. On ne peut tout d'abord pas dire qu'il y a eu une défaite militaire car la lutte n'a pas été menée sur ce terrain malgré l'action de groupes de lutte armée au sein du mouvement. C'est plutôt l'État qui a été capable de porter l'affrontement sur ce terrain, lui permettant non

19 – L'ambiguïté de la « méthode » apparaît bien dans une question posée à Tari par un participant à une discussion à Lyon autour du livre : « Comment les ouvriers de la Fiat ont-ils fait pour tenir si longtemps dans la grève ? ». L'intervenant croyait en fait, de par la présentation de Tari, que la grève était une grève du type grève générale comme en mai 1968 en France !

ces défaites. Après Fiat, c'était déjà impossible de garder les vieilles structures d'analyse.

Dès lors, deux tendances se sont dessinées, l'une des tendances était celle de la militarisation de la lutte (*Brigades Rouges*), l'autre était celle de l'autonomie, renouvellement de la pratique et de l'organisation de l'autonomie. *Potere Operaio* s'est dissout entre 73 et 74 dans l'impossibilité d'arriver à une médiation entre ces deux tendances. La plupart ont choisi l'autonomie organisée comme « espace » politique.



Au printemps 73, a eu lieu à Bologne un congrès des forces autonomes (trois cents personnes au maximum) qui regroupait les « résidus » de la cassure, et puis il y a eu aussi les *Volci* (groupe autonome, tendance dure de Rome). On était peu, mais on avait conscience que face à l'État et pour retrouver une force, il fallait revoir totalement et globalement la pratique de l'autonomie.

Une redéfinition était nécessaire. Et c'est ce qu'on a fait à partir de 73. Revoir la pratique du militantisme et son champ d'action. Et revoir l'organisation du système de communication pour pouvoir travailler ensemble.

— Gérard : Résumons : l'idée (le terme) d'autonomie a été dans un premier temps accolée à un certain type de nouveaux comportements de la classe ouvrière dus aux nouveaux travailleurs venus du Sud dans les usines du Nord.

Ce nouveau comportement c'était d'abord une rupture avec les appareils burocratiques des syndicats et du parti et une rupture aussi dans le mode de revendication et le contenu de celles-ci qui ne se limitaient plus à des revendications matérielles et salariales, mais à des remises en cause des relations de travail et du travail lui-même, etc. d'où les idées de refus du travail qui émergent, celle de l'avant-garde de masse, une stratégie de lutte violente à l'encontre des pratiques traditionnelles syndicales des années antérieures. Disons une pratique nouvelle de la lutte ouvrière : phénomènes d'autoréduction, sabotages, etc.

Donc, le mot d'autonomie recouvrait tout ceci. En France, nous l'avons surtout découvert cette année (le mot oui, la pratique non. NDLT), à l'occasion des événements de mars.

— Toni : Je crois qu'on peut aujourd'hui en 1977 parler de 3 thèmes qui ont marqué cette évolution au mouvement autonome lui-même.

1) D'abord l'évolution de la structure politique de l'État avec l'entrée des communistes dans les sphères du pouvoir, c'est-à-dire le compromis historique.

2) Ensuite c'est, à travers la crise, une nouvelle composition des classes, une redistribution des positionnements sociaux des prolétaires.

3) Et la crise du militantisme face aux nouveaux désirs de cette nouvelle composition de classe qui donne une nouvelle forme d'organisation des prolétaires d'aujourd'hui.

— Gérard : Mais l'autonomie n'est pas tout le mouvement, il n'est qu'une partie du mouvement et une partie qui n'est pas homogène.

— Bruno : Il faut voir que le concept d'autonomie est tout de même dans tout le mouvement.

L'autonomie ouvrière comme forme de lutte, objectifs de revendications, refus du travail, appropriation de territoires, etc. sont des concepts qui sont dans tout le mouvement. Pas seulement dans l'extrême-gauche, mais aussi dans les mouvements syndicaux (cheminots et autres), en tout cas dans une partie de ceux-ci.

Dans ce concept général d'autonomie, il y a des contradictions qui éclateront dès 1973 comme l'a déjà montré Toni. Mais de cette année-là, il y a plusieurs interprétations.

D'un côté, *Potere Operaio* se dissout, d'un autre côté, *Lotta Continua* (qui est et était majoritaire dans le mouvement) fait un choix différent tout en marquant beaucoup d'oscillations.

Dans un premier temps, nous découvrons le niveau social de la lutte ouvrière et *Lotta Continua* et les autres lancent un mot d'ordre « Reprenons la ville », qui signifie déplacer la lutte dans l'usine vers la lutte des travailleurs dans le quartier avec occupation des maisons (72/73) et affrontements violents avec la

d'ailleurs qu'il y avait un monde entre eux, même s'il y avait un respect mutuel ou de l'amitié personnelle, d'où aussi les liens informels entre *PO* et les *GAP*<sup>16</sup>. Ces partis-pris peuvent donc influencer politiquement la recherche. Ainsi, dans le livre, de M. Tari, la différence de traitement entre les deux principales organisations politiques extra-parlementaires est flagrante. Alors que *LC* est beaucoup plus implantée dans les usines, alors qu'elle s'avère capable de mener des grèves importantes comme à la Fiat, alors qu'elle sera à l'origine de l'extension du mouvement de l'usine au territoire (« Reprenons la ville »), elle est à peine mentionnée au détour d'une page et son principal théoricien, Adriano Sofri auteur de textes importants à l'époque comme « Conseils de délégués, conseils d'usine par rapport aux syndicats », « Sur les conseils ouvriers de Turin en 1919-1920 », « Les conseils de gestion de 1945 » ou sur les rapports entre Gramsci et Bordiga<sup>17</sup>, n'est même pas cité une seule fois alors que le mouvement est accusé de ne pas produire sa propre théorie avant 1977 ! D'un autre côté l'influence de *PO* est majorée d'une façon presque démesurée et *a fortiori* celles de *Rosso* et de *Senza Tregua* qui n'en sont finalement que des surgeons plus tardifs. C'est un choix, mais qui mériterait d'être explicité. Or il ne l'est pas et pourtant la raison apparaît bien en filigrane ; c'est que *PO* et ses successeurs sont qualifiés d'insurrectionnalistes et ça suffit à leur donner une dimension historique supérieure alors qu'à partir de 1976, *LC* va succomber au parlementarisme en s'alliant avec d'autres groupes d'extrême-gauche, ce qui est suffisant pour le déqualifier.

Pourtant, si on veut faire preuve d'un peu d'objectivité<sup>18</sup>, il faut bien reconnaître que l'idéologie et les pratiques de *LC* étaient plus proches de celles du Mouvement que le néo-léninisme un peu raide de *PO* seulement sauvé par la capacité intellectuelle et politique de ses dirigeants. D'ailleurs Tari définit *LC* comme « opérante spontanée » par opposition à l'insurrectionnalisme opérante de *PO*. Ce qui est bizarre dans l'interprétation de Tari, c'est qu'on a l'impression qu'il essaie de faire tenir dans l'Autonomie à la fois le côté autonomie organisée de *PO* et *Rosso* et l'autonomie diffuse d'*A/traverso* comme si

---

16 – O. Scalzone, un des leaders de *PO* emploie les termes de “kominternistes” et “foquistes” pour qualifier les positions de Feltrinelli qui se situent dans une approche générale anti-impérialiste et anti-fasciste, de type résistancialiste, incompatibles avec les positions du communisme tout de suite de *PO* (Cf. O. Scalzone, *Biennio rosso*, Sugarco edizioni, 1988).

17 – Tous ces textes sont traduits en français dans le n° 335 des *Temps modernes* de juin 1974.

18 – Ce n'est pas trop un problème pour moi car je ne me suis jamais senti proche de ces deux groupes et que je me rattache plutôt au courant communiste radical lié à *Ludd-conseils prolétaires*. Sur ce courant, on peut se reporter au livre de J. Guigou et J. Wajnsztein, *Mai 68 et le mai rampant italien*, L'Harmattan, 2008.

tionnalistes anarchistes des années 1980-90<sup>14</sup>. Tari explique : « On ne trouve pas trace, dans l'Autonomie, de cette illusion d'un processus entièrement spontané où l'accumulation de gestes isolés permettrait d'arriver à des échéances insurrectionnelles, mais au contraire l'idée toujours réaffirmée d'une interprétation continue des niveaux d'insubordination diffuse et des niveaux d'organisation » (p. 268). Et d'ailleurs l'aire autour d'*A/traverso* fut accusée d'insurrectionnalisme par d'autres tendances de l'Autonomie. Ce qui apparaît ici c'est un usage très large du terme d'Autonomie sans tenir compte de la relative hétérogénéité de ses composantes alors que justement les groupes eux-mêmes refusaient souvent ce terme générique finalement imposé par la police et les médias<sup>15</sup>. Pourtant M. Tari le reconnaît lui-même ; il y a différentes tendances dans le Mouvement et ce n'est pas un hasard si les termes d'autonomie ouvrière, d'autonomie organisée et d'autonomie diffuse ont été utilisés tour à tour. Ces différences apparaissent aussi dans la conception de l'insurrection. Certains continuent à l'appréhender de façon tertzinationaliste alors que les éléments les plus novateurs la perçoivent comme un « processus discontinu où moments de rupture et phases de réflexion, attaques concentriques et replis tactiques se succédaient sans solution de continuité, et où il n'y avait plus d'heure H après laquelle commençait la dictature prolétarienne, mais une multiplication d'heures H, autant que de segments de conflit que l'Autonomie pourrait parcourir » (M. Tari, p. 126). M. Tari continue donc malgré tout à considérer le mouvement comme un tout et cela revient, de fait, à parler en termes d'Autonomie avec un « A » comme le montre d'ailleurs le titre de son ouvrage.

Il s'ensuit des ambiguïtés qui sont renforcées par quelques approximations ou même un parti pris très discutable... dans la mesure où il n'est pas présenté et explicité. Ainsi, il fait du groupe *Potere operaio (PO)* un groupe « opératiste-insurrectionnaliste » alors que le second terme semble avoir été plus imposé par G. Feltrinelli qui représentait la principale source de financement de *PO*, que véritablement choisi par la direction de l'organisation. La conception tertzinationaliste de l'insurrectionnisme de l'éditeur italien ne cadrerait d'ailleurs en rien avec les références des leaders de *PO*. Mais, plus grave, il semble que M. Tari ne comprenne pas ici le sens du mot insurrection dans l'emploi qu'en fait l'éditeur révolutionnaire. En effet, Feltrinelli se réfère à l'insurrection partisane contre les fascistes et les nazis et non pas à un insurrectionnalisme paré des couleurs chatoyantes des « formes de vie » et de la libération des désirs. Ceux du mouvement qui l'ont bien connu disent

police. Les occupants ont gagné (à Milan) et le lendemain, il y avait trente mille personnes dans les rues avec beaucoup d'ouvriers dans le cortège. Il s'agissait d'organiser de façon différente la vie du travailleur partout où l'État capitaliste s'immisçait dans la vie quotidienne. Il ne s'agissait plus d'augmentations de salaires, de retraite ou de catégories hiérarchiques dans l'usine, mais des problèmes de la vie quotidienne : les enfants, avec la naissance des crèches rouges (sauvages), la sante, à l'échelle d'un quartier, le pillage des magasins pour une redistribution des biens, etc. Le seul défaut alors de *Lotta Continua* était de ne le faire que dans le cadre d'expériences exemplaires et donc, de ne pas poser le problème du mouvement de masse réel. L'analyse de *Lotta Continua* à l'époque ne posait pas le problème de l'État, d'affrontement avec l'État. Alors, à partir du mot d'ordre « reprenons la ville » nous avons fait marche arrière et parlé d'affrontement général avec l'État à tous les niveaux.

Deux thèses alors se sont dégagées : celle de la militarisation de la lutte, et celle de l'ouvriérisme traditionnel. Nous avons eu des affrontements très durs avec la police. Le 11 mars 72, nous avons pris réellement la ville de Milan, tu comprends ? Mais dans cette perspective de la lutte se dégageait déjà la crise du militantisme, un peu comme dans la gauche prolétarienne en France.

Nous disions que la force du mouvement ouvrier se devait d'avoir un affrontement direct avec l'État.

C'était poser le problème de l'insurrection.

Alors ce qui s'est passé, c'est que tous les moments de luttes ont été des moments d'affrontement et c'est ainsi que, en quelques mois, nous étions trois cents ou quatre cents camarades emprisonnés. Poser le problème de l'État était juste, mais la façon de le poser était erronée. D'autre part, cette politique nécessitait une discipline de fer à l'intérieur de l'organisation et alors a commencé la crise du militantisme avec tout le questionnement sur le rapport entre la lutte militante révolutionnaire et la vie quotidienne de chacun (73/74), et puis les problèmes de la structuration de l'organisation, de son centralisme, etc. ont commencé à se multiplier.

— Bifo : Surtout avec l'intervention des femmes à l'intérieur de l'organisation.

— Bruno : D'un côté il y avait le refus d'un militantisme centralisé, militariste et discipliné et d'un autre côté il y avait l'émergence de nouveaux lieux de luttes, ceux de la vie quotidienne.

Marx disait que l'ouvrier subissait quatre formes d'aliénation : 1) aliénation au travail ; 2) aliénation à sa machine ; 3) aliénation envers les autres ouvriers et 4) l'aliénation à lui-même en tant que force de travail et personne désirante (comme on dit aujourd'hui).

14 – Il vise sûrement ici Bonanno et le groupe *Canenero*.

15 – Cf. citation de *Rosso*, p. 121-122 dont l'intitulé est « *autonomie ouvrière* » avec un « a » minuscule.

Dans les moments de crise, tous ces niveaux d'aliénation se retrouvent, alors que dans la lutte, c'est l'éclatement de ces formes d'aliénation, c'est la solidarité, l'unité, l'effervescence, etc.

Et c'est vraiment tragique pour un ouvrier d'avant-garde révolutionnaire (et il y en a beaucoup en Italie) qui est obligé face à la contre-offensive capitaliste, de faire des heures supplémentaires, de fermer sa gueule devant le petit chef, etc. surtout quand il lui a dit merde un an avant pendant les luttes. Alors ces moments de crise personnelle terrible deviennent des moments de crise de tous les militants et donc des organisations même (comme *Lotta Continua*).



La crise à *Lotta Continua* a été mise au grand jour surtout par le mouvement des femmes et par les « jeunes prolétaires ». Ce sont les deux mouvements qui vont réellement poser le problème de la vie quotidienne, de l'individu face à son individualité et de ses droits à la différence. Et ce qui était important c'est qu'ils (elles) ont entraîné derrière eux (elles) des mouvements de masse assez fantastiques. À Rome, par exemple, il y a eu une très belle et grande manifestation de femmes sur le thème : « Reprenons la nuit » (*Riprendiamoci la Notte*) en 76. D'autre part, il y avait aussi à Milan les jeunes prolétaires qui engageaient la lutte sur l'auto-

réduction des cinémas. Les « jeunes prolétaires » sont souvent des jeunes de la banlieue qui refusent de faire de la politique à long terme comme dans les organisations traditionnelles, mais qui veulent lutter pour changer immédiatement leur vie quotidienne. Ils se regroupent en « cercles de jeunes prolétaires » et se battent avec la police sur des thèmes comme le cinéma, les concerts, le travail (ou refus du travail), contre l'héroïne, contre la solitude, etc.

Le *Collettivo della Barona*<sup>12</sup>, un exemple d'activité autonome dans les quartiers, reconnu par tous à l'époque, mit en garde très tôt contre les actions du groupe Barbone.

Quant aux collectifs politiques vénitiens de *Per il potere operaio*, qui écrivent « il faut développer et organiser la lutte armée pour le communisme » (tract d'avril 1977), on ne trouve là encore nulle trace de « guerre civile ».

Et même pour le collectif *Senza Tregua* qui pour M. Tari est un des plus importants de l'époque, ce qui est à l'ordre du jour ce n'est pas l'insurrection, mais la capacité à organiser et diriger les nouvelles couches émergentes du prolétariat (numéro de mars 1977). En fait, ce groupe est inquiet de voir certaines tendances de l'Autonomie s'éloigner de ce qui a été le fil rouge des luttes étudiantes et ouvrières depuis les années 1960, ce qui renvoie à la dispersion et à l'absence de perspective. On est loin d'une stratégie insurrectionniste quand ce qui semble prédominer c'est une sorte de communisme immédiat qui se réduit à une pratique d'appropriation directe de biens qualifiés de « salaire social » et d'appropriation ou de réappropriation d'espaces sociaux.

Mais peut être alors faudrait-il envisager ce dernier terme uniquement dans son acception limitée aux événements du 12 mars à Bologne et Rome et les quelques jours après ? Une insurrection sans lendemain donc. En tout cas il n'est pas facile de se frayer un chemin au milieu de ses différents emplois qui restent souvent dans le vague. Ce qu'il y a de sûr, c'est que sa distribution géographique est restée limitée : ni Turin, ni Milan, les villes qui concentrent la population ouvrière la plus importante, n'y ont véritablement participé où alors sous des formes plus traditionnelles politico-revendicatives. Bologne et Rome ont constitué des épicentres de cet insurrectionnisme de masse, mais assez isolés du reste de l'Italie.

## 2- Une unification fictive de « l'Autonomie »

Il ne s'agit pas que d'une question de terminologie. Ces néologismes ont des effets, si ce n'est des fonctions, objectifs. Ils peuvent apparaître familiers dans la mesure où ils établissent une sorte de parcours théorique fléché qui peut servir de cadre codé aux tendances radicales actuelles qui se réclament de l'insurrectionnisme<sup>13</sup>. Certes, Marcello Tari se garde de ce défaut en signalant bien qu'il ne faut pas confondre cet insurrectionnisme avec celui des insurrec-

le 14 mai, des autonomes du groupe Barbone tirent sur la police, le policier Custrà meurt d'une balle dans la tête. Le mouvement de Milan s'arrête là.

12 – Cf. texte du *Collettivo* dans le n° 21 de *Primo Maggio* (1984), trad. française dans le n° 4 de la revue *Les mauvais jours finiront* (1987).

13 – Cf. Le livre de C. Gzavie et J. Wajnsztein, *La tentation insurrectionniste*, éd. Acratie, à paraître en mai 2012.

tout dire néo-léniniste. Nulle part de « guerre civile » à l'horizon. Certes, les insurrectionnistes d'aujourd'hui — et d'ailleurs nous-mêmes — prenons bien acte de la fin de la figure prolétarienne comme sujet révolutionnaire et donc du besoin d'autres concepts, mais de là à aller les chercher chez Carl Schmitt (la guerre civile), il y a une marge.

Dans la revue *Rosso* (22 mars 1977) qui aurait abordé ces concepts (d'après Tari), on trouve « haine de classe », « guerre civile », mais c'est le gouvernement qui est accusé de la rechercher. La revue développe : « [...] Assurément tout cela rend la guerre civile plus proche. Pour notre part nous ne la voulons pas ; celui qui la veut c'est celui qui voit son pouvoir rongé par le contre-pouvoir des masses. [...] L'Autonomie est une force productive et une force combattante. Nous acceptons le terrain de la guerre civile qui nous est imposé par l'adversaire ». Le mouvement subit donc cette situation mais ne la revendique pas particulièrement.

Même le livre de P. Pozzi *Insurrection*<sup>10</sup>, une des références principales de M. Tari, dément en partie le point de vu de ce dernier. En effet, Pozzi, par ailleurs ancien de *Rosso*, n'appréhende pas la période en terme de guerre civile. Par contre il souligne que ce sont les « militaros » qui prennent le dessus sur les « politiques » après les journées incandescentes de mars 1977 avec un discours « simple voire simpliste » sur l'impossibilité, au vu de la répression (les chars dans Bologne), de continuer de militer comme auparavant. C'est donc toujours un point de vu réactif et particulier qui fait parler en termes de guerre civile et on peut dire qu'il ne coïncide pas avec le pic de développement du mouvement, mais plutôt à son déclin et à sa décomposition. Le livre de Pozzi reste d'ailleurs très vague sur cette militarisation du mouvement alors qu'il aurait pu la préciser. En effet, quand il parle des excités du pistolet du *Collectif autonome* de Romana Vittoria, il aurait pu mentionner que son principal activiste était Marco Barbone qui tua ensuite un journaliste de gauche W. Tobagi et qui finit comme un repenté super rapide et super actif pour sauver sa peau<sup>11</sup>.

10 – p. 176, P. Pozzi, *Insurrection*, Nautilus, 2010.

11 – Sur les pratiques de Barbone, on peut se reporter à *Comarade P.38 (op. cit.)*. En fait, Pozzi apporte bien une précision mais dans un autre texte, plus ancien, en italien, écrit avec Franco Tommei le leader de *Rosso*, intitulé *Quegli spari che uccisero il movimento a Milano* (Ces coups de feu qui ont tué le mouvement à Milan), reproduit p. 327-329 dans *L'Orda d'oro* de Balestrini et Moroni, Sugarco edizioni, 1988. Pozzi et Tommei reconnaissent que le 12 mars 1977 n'a pas constitué, par son succès, le début de quelque chose de plus grand et intense, mais déjà la fin du mouvement, puisqu'à partir du 21 avril à Rome, avec la mort du policier Passamonti, la criminalisation du mouvement s'exacerbe et non seulement l'isole, mais surtout le divise entre ceux qui n'inscrivent la violence que dans le cadre du mouvement de masse et ceux qui adoptent un « discours sur la guerre » typique des « organisations combattantes ». À Milan

Et dans la crise du militantisme, il y a soudainement l'émergence (non pas encore éclatante) du mouvement des jeunes prolétaires et du mouvement des femmes. Lors de son congrès à Rimini, en septembre 1976, et dans lequel tu retrouves pratiquement toutes les tendances qui font aujourd'hui en 1977 le mouvement de *Lotta Continua*. Ces contradictions deviennent évidentes.

À Rimini, le premier jour, il y avait eu la tentative des responsables de diriger la révolution « culturelle ».

Le deuxième jour, les femmes ont occupé le congrès en obligeant tout le monde à parler des problèmes des femmes. Elles affirmaient que leurs problèmes quotidiens étaient des problèmes politiques. Et qu'il ne s'agissait pas ici de débattre d'une ligne politique générale du parti, centralisatrice, par le secrétaire général de l'organisation, mais de parler tout de suite du quotidien politique. Ce qui était nouveau et fort, c'était le mode d'intervention.

Au congrès de Rimini, les camarades féministes ont mis à jour deux contradictions. La première était de dire que « l'individuel » est politique et c'est ce qui intéresse les femmes plus particulièrement parce que leur vie quotidienne subit continuellement l'oppression et que la vie des hommes est d'être les oppresseurs.

Tous les moments de lutte entre les hommes et les femmes sont des luttes pour la transformation de la vie et même la prise du pouvoir. Transformer les rapports, changer la vie, n'est pas un acte idéaliste mais matérialiste.

La deuxième contradiction était de dire que l'usine était le lieu où le niveau de conscience politique de la lutte des classes est le plus élevé, et en même temps, le lieu où le machinisme s'exerce le plus.

Entre ces deux antagonismes lutte ouvriers/patrons et lutte hommes/femmes, il faut en premier lieu lutter pour une prise de conscience car sans cela, nous n'irons pas vers le communisme mais vers le stalinisme. Le mouvement féministe n'est pas un mouvement comme les autres, représentatif d'une minorité opprimée, mais un mouvement fondamental pour faire la révolution.

Mais durant ce débat, beaucoup de camarades ouvriers et autres ont choisi de donner la priorité à la lutte des jeunes prolétaires dans la mesure où ils rentraient directement dans la lutte des classes.

Aujourd'hui encore, cette contradiction persiste.

Petite parenthèse : à Rome, le 6 décembre 75, les femmes avaient organisé une manifestation nationale, et les camarades de *Lotta Continua* et de *Volci* (autonomes de Rome), ont voulu pénétrer dans le cortège en refusant la séparation des femmes. Les femmes qui avaient un service d'ordre, ont refusé et des militants ont agressé violemment les femmes. On raconte même qu'il y a eu des viols comme forme de réponse de la part des militants d'extrême-gauche. D'ailleurs, Bifo s'est fait exclure du journal national de l'autonomie (*Rosso*), entre autres, pour avoir critiqué dans un article, les méthodes des ca-

marades. Demande d'autocritique. Refus de la part de Bifo et le groupe de Bologne a quitté en bloc le journal.

— Gérard : Tu parles d'un journal de l'autonomie en 1975 : *Rosso*. Donc, le mot autonomie est déjà utilisé pour nommer une organisation. Comment est né le mouvement autonome ?

— Bifo : Après 74, il y a eu des premières tentatives d'organisation, de centralisation de cette « aire » de l'autonomie. Deux articulations autour de ce mouvement, l'une qui fait référence à l'autonomie organisée avec certains objectifs de lutte et de moyens de lutte parfois violents, et de l'autre, le regroupement de tous ces petits mouvements spécifiques à un niveau national tout en gardant sa spécificité de lutte. Au début, on parlait beaucoup, et c'était l'un des buts, de créer un parti de l'organisation. Par exemple, *Rosso* a toujours parlé de la construction du parti de l'autonomie.

*Rosso* existait déjà en 73, mais le journal venait d'un groupe qui s'appelait *Gruppo Gramsci* et qui avait son propre journal. Ils se sont dissouts et sont rentrés dans l'autonomie. Et dans cette « aire » de l'autonomie, se sont retrouvés des copains de *Lotta Continua*, de *Gruppo Gramsci*, de *Potere Operaio*, d'expériences nouvelles. C'est autour de ces tendances que vient ce projet de l'autonomie chargée de bâtir une organisation pour coordonner toutes ces forces nouvelles. Et c'est sur ce projet qu'en 75, *Rosso* regroupait toutes les forces de l'autonomie, y compris les femmes. Le 6 décembre, tout commence à éclater après la manifestation des femmes et les affrontements avec les mecs. Les femmes quittent *Rosso*, le groupe *A/traverso* aussi, après mon expulsion du journal. Et puis en 76 on commence à organiser des petits collectifs : *A/traverso* à Bologne, *Zut* à Rome, *Conspirazione* à Turin, à Milan... des groupes qui commencent à se poser au dehors de l'autonomie organisée. Et c'est ça la différence qu'il est utile de comprendre pour le mouvement. Il y a deux attitudes à l'intérieur de l'autonomie : d'un côté, l'attitude de l'autonomie organisée et de l'autre, celle de l'autonomie transversale, créative... ceux qui refusent le projet d'organisation de parti et qui commencent à penser à un autre mode d'organisation.

1976 est vraiment l'année où l'on assiste à l'émergence de la couche sociale qui constitue le réseau de formation du mouvement de 77. C'est à partir des jeunes prolétaires, que va se bâtir tout le projet politique du mouvement, parce que les femmes, il faut le dire, c'est un autre type d'histoire. Je crois qu'elles ont réellement mis en crise l'organisation, mais elles n'ont jamais proposé des possibilités nouvelles.

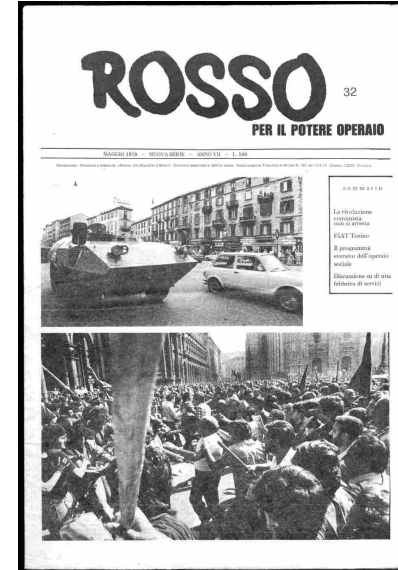
Les femmes n'ont plus rien à voir avec le mouvement, elles ont leur propre histoire spécifique, mais en dehors du mouvement de l'autonomie.

Le problème réel de la transformation à l'intérieur de l'organisation du mouvement est posé par rapport au mouvement des jeunes prolétaires. En 75, à

nière générale la rupture est marquée par une appréhension du capitalisme comme système de domination plus que comme système d'exploitation.

Les concepts de Deleuze et Guattari circulaient en Italie depuis le milieu des années 1970 à partir de la revue *L'Erba Voglio* qui a fait émerger le thème de la séparation des sujets (au sens du sujet freudien) et de la différence comme moments du processus de recomposition. Toutefois, ces références explicites

ne sont pas très courantes dans les textes du mouvement à part ceux autour du désir. Ils sont par exemple absents des textes italiens recueillis dans le livre *Les Untorelli* (revue *Ricerca* de novembre 1977). Et on les trouverait encore moins dans les thèses de *Potere operaio* rassemblées dans le programme « Aux avant-gardes, pour le Parti<sup>9</sup> » (décembre 1970) dans lesquelles le refus du travail est relié à la lutte de classes et non pas à la guerre civile, la répression étatique non pas à la contre-insurrection, mais à la violence anti-ouvrière. On trouvera aussi « guérilla d'usine », « assaut prolétarien à la richesse sociale » et « pratique



prolétarienne de l'expropriation », « le premier objectif ouvrier : construire le nouveau cycle de lutte sur la crise du capital », « Organisation ouvrière pour la révolution : le pouvoir avant tout », « l'organisation ouvrière en tant que communisme en acte ». On voit dans cette énumération, un peu pesante parce qu'elle se veut exhaustive, que le discours reste complètement classiste et pour

9 – Traduction française par Gérard Delaloye, aux éditions Adversaires, Genève, 1972.



rences, non indiquées comme telles, à la revue *Tiqqun*<sup>5</sup>. Cela donne lieu à de nombreux néologismes : “plan de consistance”, “ligne de fuite”, “machine de guerre en prolifération”, “contre-insurrection”, opposition entre “le molaire et le moléculaire”, “gouvernementalité”. Il est vrai que sur la fin et à Bologne, le mouvement à partir d’*A/traverso* est chargé de références aux concepts en provenance de la « boîte à outil » de Deleuze, Guattari<sup>6</sup>. La notion de transversalité est ainsi avancée comme mode de recomposition non dialectique des expériences subversives. Une critique de la dialectique que Tari retrouve à l’intérieur de certaines tendances du mouvement féministe italien : « Qui n’est pas dans la dialectique du maître et de l’esclave devient conscient et introduit dans le monde le sujet imprévu<sup>7</sup> ». Le fait même de partir d’une position historique de non sujet permettrait aux femmes de suivre un parcours différent, de pratiquer une « ligne de fuite » (toujours les néologismes deleuziens). En effet, si on scrute le livre de référence en la matière, à savoir le livre de F. Berardi (Bifo) : *Le ciel est enfin tombé sur la terre*, recueil des articles marquants de la revue *A/traverso*, on trouve bien l’accent mis sur les désirs, la volonté de poser la question de l’existence, du vécu, de la transversalité (Deleuze). Ces termes modernistes qui fleurissent bon la psychanalyse radicalisée (on y trouve, par exemple, l’expression « machine de guerre », page 72 et aussi « L’Université comme usine de dissidence »), côtoient encore un langage marxisant mis à la mode « mao-dada » comme le revendiquent les bolognais où il est encore fait mention des « besoins radicaux de classe », de « révolution culturelle », de « processus révolutionnaire », de « révolution en Italie » etc.). Mais d’une ma-

---

5 – Il y a quand même une référence explicite, p. 232 où la figure centrale de l’insurrection “fait écho” à celle du *Bloom* dessinée par *Tiqqun* et à celle de la « singularité quelconque » d’Agamben. Une citation de G. Celati, enseignant à cette époque à Bologne, y est faite dans laquelle on retrouve toute une ambiance de l’époque et d’un milieu centré sur les nouvelles formes de vie, les corps, un état où « l’adhésion au moment transcende toute forme d’intériorité car elle nous renvoie à un avenir au-delà de nous ; et tandis qu’elle suspend les anxiétés de compétition, elle aide à penser une communauté possible, sans “messages” » (p. 232).

La communauté qui vient à côté de l’insurrection qui vient en quelque sorte ! À part cela, la formulation de départ “fait écho” constitue un lapsus révélateur de la lecture de l’événement par Tari. En toute logique chronologique on pourrait attendre un *Bloom* qui fait écho et bien non c’est le mouvement qui fait écho ! Est-ce un problème de traduction ?

6 – Voire Foucault de qui F. Berardi reprend la notion de transversalité (cf. p. 93 de *Le ciel est enfin tombé sur la terre*, éd. Seuil, 1977.)

7 – Carla Lonzi, *Sputiamo su Hegel e altri scritti*, Scritti di Rivolta Femminile, Milano, 1974, 150 p.

8 – Franco Berardi, *Le ciel est enfin tombé sur la terre*, éd du Seuil, 1977.

Milan, émerge le mouvement des jeunes prolétaires, avec l’assassinat d’un camarade par des fascistes. Le lendemain, commence une bataille de rue très violente qui dure 4 jours et qui se continue par l’assassinat d’un autre camarade par la police. C’est ce qu’on appelle la semaine rouge de Milan et qui marque officiellement la naissance du mouvement des jeunes prolétaires.

— Gérard : Milan est un événement très important dans l’histoire de la répression sur le plan juridique, car c’est après cela qu’ont été prises les nouvelles lois répressives. La Loi Reale a été approuvée dans cette période, par exemple. — Bifo : Après, en 76, c’est la période des grandes « Fêtes », concerts, rassemblements, qui a commencé avec la reconnaissance d’expériences culturelles nouvelles.

Les femmes, les jeunes prolétaires, les homosexuels commencent à se définir en dehors de tout type d’organisation, même de l’autonomie.

Ceci dure à peu près jusqu’en juin 76 avec la Fête Nationale des jeunes prolétaires au Parco Lambro qui devient le lieu de rencontre de tous les mouvements séparatistes. Ceci se passait dans la banlieue de Milan, et les gens n’étaient pas venus que pour écouter de la musique. Il y avait une tension réelle, sociale, absolument incroyable.

De plus, il y avait eu le refus de la municipalité de donner l’électricité et des choses comme ça.

Mais la tension était forte, surtout de l’intérieur. Il y avait les chômeurs de Naples qui attaquaient les femmes pendant la nuit, il y avait les homosexuels qui faisaient des provocations contre tous les autres, etc. et la tension a continué à monter jusqu’au troisième jour, jusqu’à ce que les chômeurs de Rome, de Naples, les jeunes prolétaires de Milan organisent un cortège à l’intérieur du Parc pour demander une baisse de tous les prix en vigueur dans le Parc (bouffe, boisson, etc.), et ils ont posé ça comme une revendication contre l’organisation centralisatrice de la Fête. D’un côté, il y avait tout le cortège et de l’autre côté, la tribune où il y avait les autonomes organisés, *Lotta Continua*, *Rosso*, les trotskystes, bref, toutes les organisations représentées, et de qui dépendait l’organisation de la fête, du rassemblement.

En face, les chômeurs qui gueulaient : « D’abord on mange, après on discute ». Et puis, les organisations essayant de négocier le prix des sandwiches, etc. et à la fin de cette négociation symbolique qui faisait apparaître le refus de toute organisation de la part des jeunes prolétaires, des bouteilles ont commencé à voler contre des camarades qu’on aimait bien quand même. Les jeunes prolétaires ont commencé à piller un pavillon rempli de poulets et à les distribuer, les jeter, etc. pour bien montrer leur colère et le refus de la machine organisatrice de ce rassemblement.

Inutile de dire que le lendemain, la tension était très vive autour de cette histoire, et une assemblée a été tenue, qui a duré toute la journée.

Finalement, la police est arrivée parce qu'il y avait eu des pillages et des affrontements avec des groupes de l'autonomie à l'extérieur du parc.

Parco Lambro devient vraiment le lieu de rassemblement et de rencontre de toutes les forces nouvelles du mouvement. Effectivement, après, en automne 76, le mouvement des autoréductions s'est développé de façon très large dans le pays.

C'est en 74-75 que l'autoréduction apparaît comme phénomène de lutte sur les questions de téléphone, gaz, électricité, à payer, etc. à Rome, à Milan, à Turin, à Bologne, des dizaines de milliers de prolétaires, des retraités, des chômeurs refusent de payer la totalité de leurs factures. À partir de ces mouvements d'autoréduction, une organisation a été créée autour de ce problème. Plusieurs luttes ont été gagnées de cette façon, en imposant à la S.I.P. l'autoréduction. Cette pratique s'est ensuite étendue, en 76, aux cinémas, aux théâtres. Demander l'autoréduction au cinéma, ce n'était pas seulement aller au cinéma pour un prix modique, mais c'était, pour les jeunes de la banlieue, se rencontrer, se rassembler au centre de la ville. Surtout à Milan où la banlieue est sinistre. L'occupation d'un cinéma était un réel moment de retrouvailles. Par la suite, un réseau organisationnel s'est constitué à partir de ce mouvement qui s'est appelé « les cercles des jeunes prolétaires ».

— Bruno : À Mestre, il y avait une lutte très forte de l'autoréduction des cinémas. Les directeurs de salles ont alors dit : « Fixez vos prix et vos programmes, nous vous cérons le cinéma deux jours par semaine. » Une partie de *Lotta Continua* était triomphante sur cette victoire, mais d'autres militants ont dit qu'en fait, ils s'en foutaient complètement du cinéma et que ce qu'ils voulaient, c'est y aller quand ils en avaient envie. Le problème n'était pas de pouvoir aller au cinéma, mais de poser le problème de tout pouvoir.

— Gérard : Marco disait qu'à Milan il y avait environ 7 % des familles qui appliquaient l'autoréduction des loyers.

— Bifo : Après cette période d'autoréduction, un des moments les plus forts, le 7 décembre 1976. C'est la première à la Scala, toute la bourgeoisie de Milan est prête à se rendre au rendez-vous pour voir Zeffirelli (un mec de la Démocratie Chrétienne). Mais les jeunes prolétaires décident d'être aussi au rendez-vous pour empêcher la représentation. Il y avait eu des négociations sur le prix des places. Mais quand le PC a décidé de négocier, on s'est aperçu que personne n'avait envie de voir la première de la Scala. En fait, la « première » était perçue comme un moment de provocation bourgeoise en raison de la demande faite aux jeunes prolétaires de subir une politique sociale de sacrifices, alors que les places étaient très chères, et en raison du genre de spectacle ; de plus, elle était organisée par le représentant officiel de la culture bourgeoise et défendue par la gauche officielle (le directeur de la Scala est du PS). Bon. Sur

# Une lecture insurrectionnaliste de l'autonomie italienne

Commentaire critique du livre de Marcello Tari :  
*Autonomie ! Italie, les années 70* (éd. La Fabrique, 2011)

Le livre est intéressant d'abord d'un point de vue factuel, mais aussi parce qu'il intègre de bonnes citations dont certaines assez peu connues comme celle de F. Piperno sur le mouvement de refus du travail ou celle de L. Castellano à son procès pour dénoncer la théorie du complot. Enfin, le livre marque bien la césure que représente le mouvement de 1977 par rapport au mouvement qui l'a précédé entre 1968 et 1973. « S'il y eut rupture en 1977, c'est que pour la première fois un mouvement révolutionnaire moderne ne se définissait pas à partir des catégories de l'économie politique ni en tant que Sujet : c'est pourquoi il échappait à toute capture » (p. 216). Mais s'il marque la rupture, il ne néglige pas pour autant ses prémisses en le rattachant historiquement à la théorie opérariste et à ses auteurs principaux Tronti et Negri. C'est d'autant plus remarquable que cette reconnaissance de dette du mouvement de 1977 envers l'opéraïsme n'est pas du tout courante, du moins en France, comme on put le voir dans le « traitement de faveur » réservé à Negri dans la revue *Tiq-*qum**. En effet, Negri n'y est pas traité en fonction de ses écrits et de ses actes de l'époque, mais en fonction de ce qu'il est devenu depuis. Et pourtant, certains de ses concepts sont repris sans que soit rappelée leur origine (« l'Empire », les « multitudes »).

## Qu'est-ce qui “cloche”, alors, quand on lit ce livre en ayant bien connu l'Italie de l'époque ?

### 1- Une lecture insurrectionnaliste de l'autonomie

Tout d'abord, on a l'impression d'une réécriture des événements à partir d'un prisme qui lui est en grande partie étranger et en tout cas largement postérieur, à savoir le prisme insurrectionnaliste. *Cet a priori* se manifeste à travers des réf-

Le pouvoir du mouvement réside dans sa mobilité à déplacer on à provoquer l'affrontement avec l'État.

— Bruno : La force du mouvement aujourd'hui, c'est l'extension sociale qu'il s'est donnée, sa capacité d'élargir le territoire de son pouvoir pratique, politique et culturel.



Au centre Francesco Lorusso tué par la police le 11 mars 1977

ce, le PC organise un service d'ordre composé d'ouvriers pour défendre cette merde. Pour les jeunes prolétaires, c'était une provocation.

Le soir même, la Scala était encerclée par les flics. Trois ou quatre cortèges partent vers le centre de la ville avec les jeunes prolétaires à leur tête, la bataille qui a suivi a fait la preuve de la force militaire de l'État contre le mouvement. C'était une défaite terrible : des dizaines et des dizaines de camarades blessés gravement, le mouvement n'est pas arrivé à son objectif : la Scala. Tous les cortèges partant de la banlieue ont été stoppés par la police et pourchassés violemment.

Ce moment-là a déterminé une réflexion de la part du mouvement sur la question militaire et l'organisation des jeunes prolétaires.

Les cercles de jeunes prolétaires, qui étaient les organisateurs de ces manifestations, avaient un rapport social très fort avec les quartiers de la périphérie, mais ils n'avaient pas une organisation militaire suffisante pour répondre à l'arsenal policier mis en place. Il y avait des gens très jeunes qui se battaient, mais ils n'avaient pas un niveau technique de combat suffisant pour se défendre. Ça posait aussi le problème de l'autodéfense des masses et non plus seulement celui du service d'ordre. Deux cent cinquante personnes ont été interpellées. Tous ceux qui avaient cheveux longs où jeans étaient fouillés, contrôlés, gardés à vue. Il fallait donc repenser l'événement à partir de la militarisation du service d'ordre et l'impossibilité du reste des manifestants à se défendre. Et c'est ça qui explique la militarisation plus large des camarades du mouvement de Bologne, Rome, Turin.

À Bologne, dans la même semaine, une centaine de camarades préparés à la lutte se battaient très violemment avec les flics pendant trois heures. Quatre policiers ont été blessés grièvement. Parmi nous. Il n'y en avait pas et ce succès a été important pour le comportement futur des camarades de Bologne. Vous voyez que le niveau de violence était déjà assez haut.

— Gérard : Donc au fond, il y a un comportement général qui se retrouve dans tout le mouvement. En ce sens-là, l'assimilation entre autonomie et mouvement n'est pas excessive. Tout le monde a une forme de comportement qui se rattache à l'autonomie ; puis, à l'intérieur du mouvement, des gens qui se réclament spécifiquement de l'idée d'autonomie organisée.

— Bifo : Ce que je voulais souligner, c'est que c'est cette couche sociale et son rapport au politique qui définit la lutte de classe et l'attitude du mouvement.

Après l'occupation de la Fiat, Agnelli (le président de la Fiat) à arrêté l'embauche jusqu'à la fin de 76. De 69 à 73, il y avait un réseau d'organisation à l'intérieur de l'usine qui a toujours continué, mais la couche qui avait l'impact le plus violent contre l'organisation capitaliste du travail était les jeunes embauchés.

Si bien que le blocage de l'embauche a vraiment déterminé un reflux de la lutte, jusqu'en 77, jusqu'à aujourd'hui.

Que devenaient ces milliers de jeunes qui, chaque année, n'avaient plus la possibilité de se faire embaucher dans l'usine Fiat à Turin ?

C'était pareil dans d'autres villes et on savait que le blocage de l'embauche n'était pas dû seulement à la crise économique, mais aussi à une politique de destruction de la force organisée de la classe ouvrière.

Et c'est de là qu'est née matériellement cette couche sociale de jeunes prolétaires qui se répandait dans tout le pays. En plus du chômage, il y avait aussi tous les gens qui travaillaient au noir pour pouvoir subsister, dans les petites usines, à la Fiat aussi, et c'était un moyen de briser la classe ouvrière en tant que force politique et sociale. D'une part, donc, tu as toujours cette classe sociale, même si elle est morcelée, productrice de plus-value, et d'autre part, cette même classe qui n'est plus définissable comme une classe ouvrière « classique », mais comme une classe ouvrière socialiste, dans ce qu'on peut appeler « l'usine répandue ». Et lorsque cette couche sociale se recompose en force de lutte, elle ne se mobilise plus sur le lieu de l'usine puisqu'elle est plus ou moins nomade, ni autour du syndicat (les syndicats connaissent une crise justement à cause de ça) mais sur d'autres thèmes plus près de la vie sociale quotidienne.

Il y a aussi un thème important dans cette lutte, c'est celui du refus du travail, dans son mode de vie, de comportement, des rapports quotidiens, etc. Le refus du travail, l'égalitarisme salarial, le refus de soumettre sa vie au travail, vont devenir après 73 une sorte de forme de reconnaissance sociale de toute une couche de la société. Les jeunes prolétaires sont vraiment devenus les « mass media », l'élément de diffusion de ce type de refus du travail.

On parle beaucoup de chômage en Italie, mais ce qu'il y a de plus important, c'est, je crois, l'absentéisme dans les usines. Ce qui est plus intéressant, c'est le chômage volontaire. Tout comme le choix du travail au noir fait par beaucoup de jeunes afin d'être plus libres, plus mobiles. C'est refuser l'établissement institué par le travail dans la vie. C'est refuser de soumettre sa vie au travail 8 heures par jour.

Il ne s'agit plus d'une classe ouvrière qui produit de la plus-value et s'organise en fonction de ça, mais c'est une classe ouvrière qui refuse de produire de la plus-value. C'est un bouleversement subjectiviste si on veut, mais il est réel.

Car il ne suffit pas de définir la classe ouvrière comme uniquement un élément économique. Si tu veux aller jusqu'à la révolte, il faut bouleverser le raisonnement et définir la classe ouvrière par rapport à sa propre existence.

Et comme son existence est en contradiction avec le travail, on peut définir son existence en fonction de son refus du travail.

C'est le problème d'aujourd'hui, qui, à mon avis, a été trop peu abordé au rassemblement de Bologne. Toute cette couche sociale qui rassemble aussi

bien les ouvriers d'usines que les travailleurs du tertiaire, etc. ont un terrain commun de lutte et un programme : celui de la réduction générale du temps de travail permettant au mouvement une recomposition des flux de lutte. Et de poser aussi la lutte en termes : les connaissances actuelles technico-scientifiques devraient permettre cette réduction du temps de travail. Aujourd'hui, le capitalisme en a les moyens. Pourquoi freine-t-il ce développement ? Et là aussi est notre lutte à mener parce que c'est un problème politique.

— Bruno : Je crois que le thème central est : un plus large temps de vie contre le temps de travail, le temps de l'esclavage salarié ; et dans ce temps de vie est compris tout ce qui fait la culture du mouvement : les radios libres, les fêtes, les cinémas, etc. Mais il faut dire qu'actuellement, ce thème de lutte n'est pas encore perçu par tout le monde ; il est encore aujourd'hui un terrain de bataille politique au sein du mouvement. À Bologne, c'était déjà assez clair, à Milan aussi. Mais pour ce qui est des autres villes, il y en a certaines qui préfèrent le thème de l'avant-garde révolutionnaire.

— Bifo : La rencontre de Bologne a été la vérification *a posteriori* de tout ce que nous disions plus haut.

En fait, d'un côté, il y a le projet organisationnel de l'autonomie, l'hypothèse selon laquelle il faut donner à ce mouvement une tête organisatrice de type léniniste ; de l'autre côté, une position qui est soutenue par une partie de *Lotta Continua* et par tous les groupes traditionnels comme le M.L.S. (Mouvement pour le Socialisme marxiste-léniniste), comme quoi il faut utiliser la force du mouvement comme possibilité d'organiser une nouvelle force institutionnalisée qui pourrait négocier avec l'État des espaces nouveaux, institutionnels, pour les jeunes prolétaires, entendez comme force de pression.

Entre ces deux tendances, il y a la majorité du mouvement aujourd'hui qui n'a pas de tête, de direction, et qui est la majorité réelle du mouvement réel ; et cette majorité-là refuse, soit le projet de construction du Parti, soit la reconstruction d'un mouvement institutionnel. En ce sens, ils posent le problème de l'auto-organisation de toutes les couches du mouvement comme possibilité de créer un contre-pouvoir de masse.

C'est-à-dire que tout ce qui a été expérimenté à Bologne où ailleurs sur les radios, les luttes, les rencontres, etc. au printemps et en septembre, puisse être envisagé comme pratique du pouvoir comme capacité de détruire par les micro-machines désirantes du mouvement, la macro-machine de l'État. Comme capacité de déplacer continuellement le lieu d'organisation du mouvement. C'est un peu ce qui s'est passé lors des rencontres de Bologne dans les négociations avec le pouvoir sur les territoires occupés et appropriés par le mouvement.